

Communiqué
Coordination #StopLoiSécuritéGlobale

Le peuple de la liberté a marché partout en France contre la loi Sécurité Globale

Les Marches des Libertés ont rassemblé, ce samedi 28 novembre partout en France, des centaines de milliers de personnes, toutes générations confondues, pour défendre nos libertés et demander le retrait de la loi de Sécurité Globale. 200 000 personnes ont défilé à Paris, formant une marée humaine ininterrompue de la place de la République à la Bastille. 500 000 personnes ont marché dans toute la France où plus de 100 mobilisations ont été dénombrées.

La coordination StopLoiSécuritéGlobale a fédéré des syndicats de journalistes, sociétés, collectifs, associations de journalistes et de réalisateurs.trices, confédérations syndicales, associations, organisations de défense de droits humains, comités de familles de victimes de violences policières, collectifs de quartiers populaires, d'exilés, de Gilets jaunes. Une union inédite et très large. C'est le peuple de la liberté qui a marché dans toute la France pour dire au gouvernement qu'il ne veut pas de sa loi Sécurité Globale, qu'il refuse la surveillance généralisée et les drones, qu'il veut pouvoir filmer et diffuser les interventions des forces de l'ordre.

Les Marches des Libertés se sont parfaitement déroulées à l'exception de quelques dégradations et violences à Paris et à Lyon que nous dénonçons fermement. Nous ne pouvons accepter qu'une poignée de personnes impose par la force leur stratégie de contestation à des centaines de milliers d'autres manifestants pacifiques. La coordination StopLoiSecuriteGlobale dénonce également avec la plus grande fermeté des violences contre des policiers sur la place de la Bastille, qui se sont déroulées après la fin de la manifestation.

La liberté de la presse, la liberté d'informer et d'être informé, la liberté d'expression, la liberté de manifester ne se bradent pas pour une improbable sécurité. Ce mouvement n'en est qu'à ses balbutiements. La liesse populaire et la foule scandant des slogans heureux et pleins d'espairs nous imposent de poursuivre ce combat dans les prochains jours pour l'Etat de droit, pour la démocratie, pour la République.

Déterminée, la coordination StopLoiSecuriteGlobale en appelle au Président de la République. Emmanuel Macron doit désormais entendre le peuple, descendu dans la rue en masse ce samedi 28 novembre pour défendre les libertés, toutes les libertés.

Paris, le 28 novembre 2020.